

Burundi : l'EAC redemande un report de la présidentielle au 30 juillet

@rib News, 06/07/2015 - Source AFP Les dirigeants de la Communauté est-africaine ont de nouveau demandé lundi au Burundi de reporter la présidentielle controversée prévue le 15 juillet, et désignent le président ougandais comme médiateur dans cette crise née de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un 3e mandat. « Lors d'un sommet organisé à Dar es Salaam, principale ville tanzanienne, les dirigeants des pays de l'EAC (Burundi, Rwanda, Tanzanie, Kenya, Ouganda) ont demandé que l'élection soit reportée au 30 juillet pour donner le temps au médiateur (Yoweri Museveni) de conduire un dialogue », a déclaré le secrétaire général de l'organisation régionale, Richard Sezibera. Seuls les présidents tanzaniens Jakaya Kikwete et ougandais Yoweri Museveni ont assisté lundi à ce troisième sommet de l'EAC consacré à la crise burundaise en moins de deux mois. Les présidents burundais Nkurunziza, rwandais Paul Kagame et kenyan Uhuru Kenyatta ont boudé la réunion, signe, selon un diplomate, de leur lassitude face à l'enlisement de la crise. L'officialisation en avril de la candidature de Pierre Nkurunziza, déjà élu en 2005 et 2010, à la présidentielle du 15 juillet a déclenché un mouvement de contestation populaire violemment réprimé par la police. Les manifestants se sont aussi violemment affrontés aux jeunes du parti au pouvoir - les Imbonerakure - assimilés par l'ONU à une milice et que l'EAC a redemandé au gouvernement de désarmer, tout comme elle a réclamé le désarmement des autres groupes armés. Depuis le début de la crise, au moins 70 personnes sont mortes et plus de 140.000 Burundais ont fui dans des pays voisins -- Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo -- pour échapper à un climat préélectoral délétère. La présidentielle intervient dans la foulée de législatives et communales du 29 juin, qui ont été boycottées par l'opposition et dont la quasi-unanimité de la communauté internationale -- EAC, mais aussi Union africaine, Union européenne, Etats-Unis ou même ONU -- avaient aussi demandé le report, estimant le climat impropre à des scrutins crédibles. En vain. Le pouvoir burundais, qui avait déjà trahi l'engagement d'écarter les législatives et communales, avait refusé un nouveau glissement électoral, arguant d'un risque de vide institutionnel puisque le mandat de Pierre Nkurunziza s'achève le 26 août. Face à l'entêtement de Bujumbura, l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception de l'ONU, avait retiré ses observateurs électoraux. Les résultats des législatives et communales ne sont pas encore connus, mais l'ONU a d'ores et déjà mis en doute leur validité. Pour la présidentielle à venir, que l'opposition burundaise boycotte aussi, l'EAC a en revanche annoncé lundi qu'elle enverrait cette fois une mission d'observateurs électoraux. L'organisation intergouvernementale a par ailleurs demandé que, quel que soit le vainqueur de la présidentielle, un gouvernement d'unité nationale soit par la suite formé, rassemblant ceux qui ont participé et ceux qui n'ont pas participé aux élections.